

UNIVERSITY OF LONDON INSTITUTE IN PARIS

***Terre d'asile/ Terre d'exil: Perspectives
historiques sur le refuge et l'asile dans la
France du vingtième siècle***

*Sur le chemin de l'exil, de la "Retirada" à l'internement: chronique
sur les républicains espagnols dans les camps de concentration
français (première moitié du XXe siècle)*

María de los Ángeles Hernández Gómez
10/10/2015



Table des matières

INTRODUCTION	3
LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE OU COMMENT FUIR LE DESASTRE	4
<i>Face à cette barbarie, que fait la communauté internationale ?</i>	4
SUR LE CHEMIN DE L'EXIL : LES EMIGRANTS TRAVERSENT LA FRONTIERE	6
Le début des migrations (depuis août 1936 jusqu'au printemps 1938)	6
Comment reçoit-on les premiers arrivants ?	7
L'intensification des migrations (du printemps 1938 à l'hiver 1939 - « La Retirada »).....	8
L'ACCUEIL FRANÇAIS DES REFUGIES REPUBLICAINS, DE L'HESITATION A L'INTERNEMENT : LES CAMPS DE CONCENTRATION	11
« La route vers les camps à partir de la frontière est aussi chaotique que l'arrivée »	11
Comme s'organisait la vie quotidienne dans les camps ?.....	13
Les victimes des camps, les réfugiés qui n'ont pas pu finir leur bataille pour la liberté	14
LE DEMANTELEMENT DES CAMPS: LA FIN DU CAUCHEMAR ? LE SORT DES REPUBLICAINS ESPAGNOLS APRES LA LIBERATION	15
Le retour en Espagne.....	15
Une nouvelle ré-émigration en dehors des frontières françaises ou comment trouver un travail à l'extérieur du camp.....	17
L'engagement militaire ou continuer à lutter pour la liberté	17
CONCLUSION.....	19
BIBLIOGRAPHIE.....	20

INTRODUCTION

Personne n'ignore de nos jours que le XX^e siècle a été l'une des périodes les plus actives en ce qui concerne les migrations humaines, surtout si nous parlons des migrations liées aux conflits belliqueux dont l'Europe a été le théâtre, à plusieurs reprises, tout au long du siècle dernier.

Des pays voisins tel que la France et l'Espagne, n'ont pas échappé à ce dynamisme démographique, tous les deux ayant été victimes des conséquences des guerres, civile pour l'Espagne et mondiale(s) pour l'Hexagone. La frontière physique et les liens socio-économiques et politiques entre les deux nations ont été déterminants pour définir leurs rôles dans les rapports qu'elles ont établis pendant la première moitié du siècle : l'Espagne en tant qu'émetteur d'une émigration « vaincue » et la France en tant que terre d'« asile », au moins officiellement, et en tant que terre d'« exil ».

C'est dans ce contexte spatio-temporel que nous voulons situer notre réflexion aujourd'hui, le titre de notre exposé étant assez révélateur, il s'agira de réfléchir sur l'accueil que la France de la fin des années 30 a fait aux réfugiés républicains espagnols, obligés de quitter l'Espagne suite à la Guerre Civile qui s'y est déroulée de 1936 à 1939. Compte tenu de ce qui précède, nous avons intitulé notre intervention :

Sur le chemin de l'exil, de la "Retirada" à l'internement: chronique sur les républicains espagnols dans les camps de concentration français (première moitié du XX^e siècle)

Notre exposé sera divisé fondamentalement en quatre parties, suivies d'une conclusion où nous essayerons de poser des questions de réflexion, pour laisser place après à un éventuel débat ou échange d'idées. D'abord, il s'agira de bien définir le cadre et les causes de cette émigration espagnole vers la France, à savoir, le développement de la Guerre Civile en Espagne et l'attitude des pays étrangers face au conflit. En deuxième lieu, nous entamerons un parcours chronologique dans lequel nous analyserons les différentes vagues d'émigration depuis l'Espagne jusqu'à la victoire définitive de l'extrême droite, tout comme les mesures gouvernementales mises en place par la France pour y faire face. Dans un troisième temps, nous nous arrêterons sur ce qui constitue le nœud de notre exposé, à savoir l'« accueil » des réfugiés dans des camps de concentration construits pour et par eux. Nous réfléchirons sur les conditions de vie de ces non-lieux et sur les conséquences physiques et psychologiques que l'internement produit chez les réfugiés concernés. En dernier lieu, nous rendrons compte du démantèlement des camps et des sorts des protagonistes de ce cauchemar humain.

LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE OU COMMENT FUIR LE DESASTRE

Bien avant l'éclatement de la Seconde Guerre Mondiale, la barbarie se déchaînait déjà dans le territoire espagnol, confrontant depuis 1936 les forces républicaines et les militaires fascistes, soulevés et dirigés par le général Franco. C'est ainsi que le gouvernement de gauche affronte l'extrême droite pour défendre le droit de gestion de la nation qui lui avait été octroyé par les élections démocratiques de 1932.

Le début du conflit suppose la division du pays en deux factions : la gauche contre la droite, les rouges contre les bleus, les républicains contre les soulevés. Bien qu'une grande partie d'Espagnols se soient engagés volontairement dans la lutte armée, la plupart de la population civile se trouve garante des décisions politiques de leurs gouvernements locaux, des jouets subissant les conséquences désastreuses d'une lutte idéologique qui, jusqu'à présent, lui avait été étrangère.

Les affrontements avancent sans pitié sur le territoire espagnol et la Péninsule deviendra en quatre ans un *non-lieu*, une terre dépourvue de tout ce qui permet à l'être humain de vivre en tant que tel. Les pertes matérielles sont sans doute nombreuses, cependant, c'est la destruction morale et psychologique qui touchera le plus la population de l'époque (des familles anéanties par la mort ou la disparition de leurs parents, un état d'âme hanté par la terreur, la peur ou la haine, etc.). Le tout accompagné d'une famine presque généralisée et du manque de produits de base pour assurer la survie des plus fragiles.

Face à cette barbarie, que fait la communauté internationale ?

Dès la rébellion et le soulèvement nationaliste en juillet 1936, le gouvernement républicain demande de l'aide à l'étranger, notamment à la France et au Royaume-Uni. Le président du Conseil des Ministres français, Léon Blum, hésite dans un premier temps mais il semble céder aux pressions de la droite, de la gauche radicale et du gouvernement anglais. La crainte qu'une intervention franco-anglaise en Espagne puisse déclencher un conflit de grandes dimensions, mène les dirigeants français à refuser l'aide militaire à la nation voisine. De plus, Léon Blum sera le promoteur d'une politique internationale de non-intervention afin d'éviter la guerre, qui finira cependant par éclater quelques années plus tard.

Le pacte sera signé par presque tous les pays de l'Europe, mais il ne sera pas respecté pendant très longtemps. Les nationalistes recevront de l'aide économique et militaire des

gouvernements qui leur étaient idéologiquement proches, à savoir l'Allemagne et l'Italie. Les républicains, de leur côté, recevront l'aide de l'U.R.S.S. sous forme de vieux armements militaires et de « Brigades Internationales » (des volontaires qui se sont engagés à titre personnel pour la cause républicaine). La suite des événements montre pourtant que le rapport de forces est assez inégal et les défaites de la gauche se multiplient. Les premières émigrations vers la France ne se font pas attendre, devenant plus intenses au fur et à mesure que la guerre avance.

Mais avant de détailler la chronologie et les conditions de cette émigration espagnole en France, nous voudrions souligner quelques-unes de ses caractéristiques essentielles. Celles-ci vous feront sans doute penser à la situation actuelle du peuple syrien, contraint à abandonner son pays, encore une fois, à cause de la guerre. Il s'agit en premier lieu d'un exode massif qui, même si il commence dès le début de la guerre, verra sa plus grande vague sortir en une période de temps assez courte. Deuxièmement, il faut tenir compte du fait que les réfugiés (un statut qui leur sera reconnu au moins au début) appartiennent à toutes les couches de la société espagnole, des hommes et de femmes touchés par l'horreur des bombes. En troisième lieu et, malgré la difficulté à établir une nette différence entre eux, nous trouvons au début de l'exil des réfugiés civils (qui fuient les combats, qui ont perdu leurs propriétés, qui ont décidé de partir par peur et à la recherche de sécurité, etc.). Ceux-ci seront suivis, avec l'avancement des troupes nationalistes, par des exilés politiques (à savoir des miliciens, des intellectuels engagés, des autorités du gouvernement républicain...). Ces derniers voient presque disparaître leur possibilité de retour quand les militaires bouclent la victoire franquiste.

SUR LE CHEMIN DE L'EXIL : LES EMIGRANTS TRAVERSENT LA FRONTIERE

Dans le but de rendre compte du déroulement des événements avec le plus de fidélité possible, nous avons décidé de suivre la périodisation proposée par madame Dreyfus-Armand, dont le travail d'historienne la place parmi les plus grands connaisseurs de l'exploit en terre française des espagnols émigrés pendant la Guerre Civile. Nous devons parler de chiffres, ce qui peut paraître dans certains cas banal, surtout quand nous faisons référence à des êtres humains. Cependant, ils s'avèrent aujourd'hui fondamentaux pour essayer de comprendre comment la France a pu réserver un tel accueil à ceux qui fuyaient le conflit espagnol.

Comme nous venons de le dire, si bien la plus grande vague de réfugiés arrive en France juste avant la fin de la guerre (pendant l'hiver 1939), les émigrations commencent dès le début du conflit, changeant leur intensité et importance selon les moments. Ces changements chronologiques seront parallèles aux changements d'attitude des pouvoirs français en ce qui concerne la prise en main de la situation. Les dirigeants de l'Hexagone sont vite confrontés à une situation humanitaire qui dépasse ce à quoi ils s'attendaient. L'obligation républicaine de donner le droit d'asile aux étrangers du pays « des droits de l'Homme » se heurte aux contestations de la part des secteurs les plus conservateurs de la société française.

Compte tenu de ce qui précède, nous pourrions établir deux grandes périodes migratoires, la première depuis août 1936 jusqu'au printemps 1938 et la deuxième qui s'étend jusqu'à la fin de l'hiver 1939.

Le début des migrations (depuis août 1936 jusqu'au printemps 1938)

La première période de migration se caractérise par trois grandes vagues, faisant suite aux bombardements des troupes franquistes au nord du pays :

- La première aura lieu **dès la fin août 1936**, après la prise nationaliste du Pays Basque. Les chiffres officiels parlent de 15.000 personnes, fondamentalement des femmes, des enfants et des vieillards. Parmi ceux qui traversent la frontière, il y a une grande partie qui revient à leurs foyers après l'établissement des militaires au pouvoir. Il faudrait remarquer aussi que parmi ces 15.000 personnes, il y a de nombreux miliciens qui se valent du territoire français pour réintégrer l'Espagne par la Catalogne et continuer ainsi la lutte armée.

- Une deuxième vague se dessine **à la fin de ladite « campagne du nord » (été 1937)** où sont prises des villes telles que Santander et la région des Asturies. Cette fois-ci, l'exode s'organise différemment. Plusieurs embarcations sortiront des ports du nord de l'Espagne vers de différents pays étrangers, dont la France. Ce deuxième flux migratoire est particulièrement important puisque sur les 35.000 réfugiés qui embarquent pour l'étranger, 10.000 sont des enfants (certains déjà orphelins, d'autres, accompagnés ce n'est que de leurs mères).
- La troisième grande vague a eu lieu au **printemps 1938**, suite à la prise du Haut-Aragon. 25.000 personnes ont réussi à traverser la frontière, laissant derrière eux l'une des batailles les plus sanglantes de la guerre civile, la *Bataille de l'Èbre*.

On estime qu'à la fin 1938 il y a sur le sol français 45.000 réfugiés espagnols, dont un quart d'enfants. Nous pouvons effectivement constater que, de tous ceux qui s'étaient décidés à quitter leur pays, un grand nombre a opté pour le retour quelque temps après.

Comment reçoit-on les premiers arrivants ?

Les premières victimes du désastre sont accueillies par le peuple voisin avec grand enthousiasme et admiration. Les gestes humanitaires de la part des citoyens français se multiplient. Au début, le président Blum essaie d'appliquer une « politique d'accueil » pour les réfugiés, malgré l'opposition de certains secteurs radicaux. Il s'agit néanmoins d'une politique qui reste assez traditionnelle et qui diffère peu de celle appliquée lors d'autres vagues migratoires reçues par la France : l'objectif principal était de convaincre les réfugiés de retourner dans leur pays mais, si le retour ne se produisait pas, on leur imposait d'habiter dans les départements loin de la frontière pour éviter ainsi des conflits diplomatiques.

Le tout s'envisage comme quelque chose de temporaire et provisoire. Blum n'aurait jamais imaginé que non seulement ces immigrants resteraient en France, mais qu'il y aurait des milliers d'autres qui arriveraient plus tard. Cette certitude pousse l'exécutif à approuver en août 1937 un crédit de 200.000 francs pour « envisager temporairement du moins, les moyens propres à assurer leur subsistance » (Dreyfus-Armand, 1996 : 37). Les mois s'écoulent et les pouvoirs français se trouvent incapables de gérer l'arrivée en continuum de réfugiés et d'assurer des conditions de vie dignes pour ceux qui s'y trouvent déjà. La police reçoit déjà en septembre des ordres qui visent à redoubler le contrôle frontalier. Les hésitations sont nombreuses, les

discussion au parlement se multiplient et donnent lieu au décret du 27 novembre 1937 (Dreyfus-Armand, 1996 : 37) :

Seul sont autorisés à résider en France les réfugiés qui possèdent des ressources suffisantes pour y demeurer sans occuper aucun emploi ou qui peuvent être recueillis par des personnes prenant l'engagement de subvenir à tous leurs besoins, exception faite toutefois pour, les femmes, les enfants, les vieillards et les malades, qui peuvent être encore hébergés aux frais des collectivités publiques.

L'intensification des migrations (du printemps 1938 à l'hiver 1939 - « La Retirada »)

Tant bien que mal les flux migratoires continuent d'arriver en France, mais c'est en avril 1938 que la situation change radicalement, ce qui nous permettra de parler de la deuxième période dans notre division chronologique. En effet, le retour à la présidence du Conseil d'Edouard Daladier (radical-socialiste), suppose tout un revirement de la politique migratoire, qui s'imprégnera de la peur d'une « invasion » et des attitudes xénophobes qui se répandent peu à peu. Les discours tenus par le Ministre de l'Intérieur Albert Sarraut au Parlement en avril 1938 reflètent à la perfection la lignée de conduite qui suivra désormais l'exécutif français. Il était essentiel d'entamer « une action méthodique, énergique et prompte en vue de débarrasser notre pays des éléments indésirables trop nombreux qui y circulent. » (Dreyfus-Armand, 1996 : 38)

Les premières mesures ne se font attendre : on met tout de suite en place un barrage à la frontière, qui empêche les réfugiés de passer du côté français, et on entame aussi une véritable campagne contre ces « indésirables ». C'est le début d'une politique d'accueil sans merci qui restreint les droits des réfugiés espagnols, tout comme leur liberté de mouvement. La crainte de voir la « paix » de la France disparaître à cause de ces gens paraît suffisante pour conférer au gouvernement le droit de les interner dans des « centres spéciaux » (c'est sous ce nom que seront connus administrativement les camps de concentration qui seront créés par la suite) pour assurer une surveillance efficace et permanente, dès novembre 1938. Presque deux mois plus tard le premier « centre spécial » d'internement ouvre ses portes à Rieucros (Lozère).

Malgré ces mesures qui se veulent infaillibles pour en finir avec cette situation sociale, la guerre s'intensifie de l'autre côté de la frontière et la prise définitive de la Catalogne par les troupes nationalistes entrainera la plus grande vague d'émigration depuis le début de la guerre. Des milliers d'espagnols fuient à pied et essaient de traverser les Pyrénées avec le peu

de choses qu'ils ont pu récupérer avant de partir. Son importance est telle qu'on lui a réservé un nom dans l'Histoire : « *la Retirada* » (la retraite).

Une sorte de terreur s'empare de dizaines de milliers de civils à l'idée d'être à la merci d'un adversaire dont les radios répètent à l'envi qu'il n'y aura ni conditions de reddition, ni espoir de « pardon ». Ils partent donc, malgré les bombardements de l'ennemi, utilisant tous les moyens de transport encore disponibles, trains, camions, voitures, bicyclettes, mais surtout à pied. Une multitude se met en route. Couverture jetée sur l'épaule ou en bandoulière, chargés de baluchons, de quelques objets qu'ils s'efforcent de sauver, tous, adultes, enfants et vieillards se dirigent vers le nord, à l'aventure malgré des températures qui viennent de chuter et avoisinent zéro degré. Plutôt affronter le froid, la faim, l'incertitude que de tomber entre les griffes des vainqueurs. « On ne savait pas ce qu'on allait devenir, se souviendra bien des années plus tard Juan Aguilar. On n'avait pas de but. Le seul but, c'était d'échapper à Franco ».
(Cubero, 2004 : 14)

Le gouvernement français manque d'anticipation, les mesures mises en place ne visent que l'ordre et la sécurité ; mais pas la gestion humanitaire de cette avalanche humaine qui dépasse toutes les attentes imaginées. Les chiffres officiels parlent de presque un demi-million de personnes (aux civils, viennent s'ajouter les miliciens et militaires républicains définitivement vaincus). La foule demande pitié de l'autre côté des postes frontaliers, et l'exécutif décide d'ouvrir la frontière sous forme d'un accueil « sélectif ». Les propos du ministre Sarraut sont assez expéditifs et catégoriques : « C'est bien simple : les femmes et les enfants, on les reçoit ; les blessés, on les soigne ; les valides, on les renvoie. » (Dreyfus-Armand, 1996 : 38)

Le 5 février, la victoire de facto de Franco force la France à se rendre à l'évidence. Elle ouvre ses frontières aux militaires désarmés et aux autorités politiques républicaines. Il s'agit d'une décision qui fera grande polémique au parlement et dans la société française. La droite assure que en laissant passer les miliciens, ce sont des « pillards, des incendiaires, des assassins, des tortionnaires » (Dreyfus-Armand, 1999 : 46) qu'on laisse passer, tandis que la gauche prône le droit d'asile et dénonce les conditions dans lesquelles les réfugiés sont « accueillis ». La division politique est le reflet du tiraillement social au moment de la grande vague d'immigration. Bien qu'accueillants, certains Français commencent à se méfier (Dreyfus-Armand, 1999 : 47):

« Le peuple nous contemplait en général avec inquiétude et hostilité. Nous portions le poids de tous les crimes qui nous avaient été attribués par la propagande franquiste » Federica Montseny, ministre de la santé du gouvernement républicain.

L'ACCUEIL FRANÇAIS DES REFUGIES REPUBLICAINS, DE L'HESITATION A L'INTERNEMENT : LES CAMPS DE CONCENTRATION

Si le cauchemar de devoir laisser toute une vie derrière était déjà épouvantable, ce qui attendait les réfugiés à leur arrivée en France ne l'était pas moins. Reçus par les forces de l'ordre, ils se rendent compte que la séparation de leurs êtres aimés est obligatoire. Aux postes frontaliers, on établit un système de triage qui constitue la division de familles entières, parfois pendant des mois. Les femmes, les enfants et les personnes âgées sont évacués vers différents départements de la France. Ils seront accueillis dans des centres d'hébergement, dont les conditions de vie dépendent des moyens économiques des administrations locales. Rappelons cependant que tous les réfugiés n'ont pas été reçus de la même manière. Par exemple, les enfants espagnols ont été tantôt accueillis dans des colonies, partout en France, tantôt dans des familles françaises. Pourtant, l'intensification du flux migratoire de la fin de l'exode a généré un débordement dans ces centres d'hébergement, qui fait qu'après la *Retirada*, des femmes et des personnes âgées ont été également internées dans les camps avec les hommes.

De leur côté, les militaires (sous condition d'avoir d'abord laissé leurs armes au poste frontalier), les jeunes hommes et les hommes adultes sont envoyés dans des camps de concentration qui vont se développer sur la partie sud du pays. L'obsession du ministre de l'intérieur d'assurer la sécurité nationale le mène à mettre en place tout un système de contrôle et de recensement de ces « indésirables », laissant de côté l'aide humanitaire et l'anticipation. Les nouvelles qui arrivent de l'Espagne et les journaux de droite français les décrivent comme une « masse dangereuse dominée par des criminels » (Cubero, 2004 : 51) qu'il faut encadrer pour éviter qu'ils ne reprennent pas leur activité politique en France.

« La route vers les camps à partir de la frontière est aussi chaotique que l'arrivée¹ »

Les témoignages d'une grande partie des internés coïncident sur un même point : ils ont eu l'impression d'avoir été traités comme du bétail. Si leurs conditions physiques et morales étaient déjà assez minables à leur arrivée, le trajet vers ces camps (d'après les témoins, sans presque boire ni manger et dormant à la belle étoile) a fini par les achever. Les révoltes ne se font pas attendre, il y a des anciens combattants ont du mal à se voir constamment surveillés comme des criminels.

¹ (Dreyfus-Armand, 1999 : 60)

Les premières destinations sont Argelès-sur-Mer et Saint-Cyprien, des camps situés dans le département des Pyrénées Orientales. Le Ministre de l'Intérieur se en personne hâte de définir la nature et finalité de ces endroits (Dreyfus-Armand, 1999 : 61):

Le camp d'Argelès-sur-Mer ne sera pas un lieu pénitentiaire, mais un camp de concentration. Ce n'est pas la même chose. Les asilés qui y prendront séjour n'y resteront guère que le temps nécessaire pour préparer leur refoulement ou, sur leur option, leur libre passage en Espagne.²

Nous avons fait référence auparavant au manque d'anticipation, et la mise en place d'un de ces premiers lieux d'internement, à Argelès-sur-Mer, en est la preuve. Quand les réfugiés arrivent en plein hiver sur la plage, au lieu qui était censé être leur nouvelle habitation, ils ne trouvent que de terres marécageuses, mouillées par l'eau froide de la Méditerranée. Il n'y a absolument rien de construit, ce sont les propres réfugiés qui édifient de leurs mains les premières baraques en bois, vite remplies par les blessés. Quelques jours plus tard, la construction est arrêtée par les ordres des dirigeants du camp : la priorité est d'entourer l'espace de barbelés et de poteaux. La plage se divise en terrains et le camp reste ainsi structuré : d'un côté la mer, de l'autre, des barbelés et des soldats armés de mitrailleuses. Désormais plus rien n'est construit, seul le sable sert les internés de refuge pour s'abriter du froid et de la pluie. Le manque d'installations, de mesures d'hygiène laissera apparaître dans peu de temps des maladies telles que la dysenterie, qui se répand à grande vitesse parmi les réfugiés, qui ne peuvent pas sortir du camp.

Les conditions inhumaines dans lesquelles se trouvent les internés obligeront le gouvernement à ouvrir d'autres centres d'internement, qui se veulent également temporaires en attente du rapatriement des réfugiés. Il s'agit des camps de Saint-Cyprien et de Barcarès, tous les deux au bord de la mer comme celui d'Argelès. Ces derniers sont vite remplis, mais le chaos régnant les premières semaines semble être pris en main par les autorités. Les réfugiés construisent à nouveaux des baraques, les conditions d'hygiène minimales sont remplies, et ils seront desservis d'eau potable et de nourriture, cependant en quantité insuffisante.

Malgré les « améliorations », les camps sont surpeuplés, et leur gestion devient difficile. D'autres camps voient ainsi le jour : Bram, Agde, Vernet-les-Bains, Rivesaltes ou Gurs (celui-ci sera réutilisé pendant la Seconde Guerre Mondiale).

² Cette dernière option signifiait pour les anciens combattants la mort ou la prison directe.

Comme s'organisait la vie quotidienne dans les camps ?

Une grande majorité des réfugiés espagnols qui ont témoigné sur leur passage par ces camps, se rejoignent sur deux points : la tristesse et la monotonie du quotidien. Le désespoir et l'absence de nouvelles, tout comme une alimentation insuffisante, accroissent le mal être physique et moral de réfugiés. Francisco Pons recueille dans son ouvrage *Barbelés à Argelès et autour d'autres camps* le témoignage d'un des internés, lequel reproduit à la perfection l'ambiance de ce *non lieu* (Dreyfus-Armand, 1999 : 83):

Il fallait s'occuper, être occupé par quelque chose, seule façon de ne pas tomber dans cette maladie obsessionnelle appelée d'un terme expressif 'la arenitis', la psychose des barbelés. Elle pouvait conduire à la folie même. S'accrocher à un espoir, si fragile fût-il, était vital.

Les internés s'organisent pour créer des espaces de liberté à l'intérieur du camp et essayer de rendre la vie quotidienne moins difficile. Des groupes organisent des discussions, des jeux ou de petits moments de sport ; le tout dans les limites de la discipline militaire contraignante qui y règne alors.

Les moments de la répartition de la nourriture étaient le plus attendus de la journée, même si ce n'était que pour une soupe avec quelques pois chiches et, dans le meilleur des cas, accompagné par un petit quignon de pain sec. C'est souvent le moment des affrontements entre les forces de l'ordre et les internés, qui se plaignent de la rationalisation et de la qualité des aliments qui leur sont destinés.

La queue pour le rata, surtout à midi, est un poème. Un plaidoyer. Un document palpitant. La plupart des hommes du camp, à la sonnerie du clairon, arrivent à pas lents. Tintement d'assiette, nettoyage du couvert. Les cheminées dégagent une odeur de graisse sale. Ici vous captez un regard de glouton... par force, in extremis. Celui-là, atrocement tenace, recherche dans le bouillon le minuscule bout de viande ou les miraculeux résidus de pommes de terre ou de morue ; immanquablement il fronce les sourcils, déçu, et il jure. (Andújar, 2003 : 137)

La maigreur et l'état physique des Espagnols n'est pas étranger aux voisins et aux habitants des villes proches des camps. La solidarité du peuple français ne tardera pas à arriver : des comités citoyens sont créés pour donner de l'aide alimentaire, vestimentaire et sanitaire aux réfugiés.

Les victimes des camps, les réfugiés qui n'ont pas pu finir leur bataille pour la liberté

Aujourd'hui, nous ne savons pas encore le nombre de réfugiés qui ont perdu la vie dans ces camps du mépris. Nous sommes en manque d'études monographiques là-dessus et les documents ou preuves physiques des décès de l'époque sont peu nombreux, voire inexistants (le cimetière érigé près du camp de Septfonds est malheureusement une exception). Bien que les conditions de vie, spécialement au début, ont été vraiment difficiles, il ne faut pas oublier l'état de santé pitoyable que présentaient certains internés avant même d'arriver aux camps (les blessés de guerre et les gens tombés malades, après avoir traversé les Pyrénées en plein hiver, étaient nombreux). Certainement, si un dispositif sanitaire efficace avait été mis en place, on aurait pu éviter beaucoup de décès, or l'état minable des infirmeries improvisées n'a fait qu'empirer la situation des gens avec une faible santé.

Malgré l'inexistence de chiffres officiels, il s'agit avec certitude de milliers. Nous rejoignons madame Armand-Dreyfus dans la réflexion qu'elle fait à ce sujet. En fin de compte, le décès d'une seule personne serait déjà suffisamment important pour que nous soyons ici aujourd'hui à parler de ce qui s'est passé il y a déjà plus de soixante-quinze ans (Dreyfus-Armand, 1999 : 66):

Ce qui frappe néanmoins et doit être apprécié à sa juste valeur, c'est que la mémoire des exilés garde de cet exode une trace particulièrement vivace et sinistre. Certes, cette mémoire ne représente pas une « vérité historique » à prendre au pied de la lettre sur le plan quantitatif, mais elle a retenu un tel souvenir de misère physique des internés, un tel sentiment d'abandon - du moins les premiers jours - pour les blessés et les malades et une telle sensation de mort omniprésente, que les données avancées dans les témoignages sont assurément davantage le reflet de ces impressions que de la stricte comptabilité historique.

LE DEMANTELEMENT DES CAMPS: LA FIN DU CAUCHEMAR ? LE SORT DES REPUBLICAINS ESPAGNOLS APRES LA LIBERATION

Le caractère « temporaire » des camps, toujours avancé par le gouvernement français, amène à les démanteler une fois que le flux migratoire semble être plus au moins sous contrôle. Le principal objectif du gouvernement de Daladier est de relancer les relations diplomatiques avec le nouveau régime espagnol. Le président veut s'assurer au moins de la neutralité de l'Espagne vis-à-vis d'une guerre franco-allemande qui semble chaque fois plus inéluctable.

Quatre possibilités s'offrent aux réfugiés pour pouvoir sortir des camps :

Le retour en Espagne

Le retour des réfugiés en Espagne avait été depuis le début le principal but du gouvernement français et il continuera de promouvoir cette option auprès des internés. Le 19 septembre 1939, Albert Sarraut s'adresse aux dirigeants des camps (Cubero, 2004 : 106) :

Le retour en Espagne du plus grand nombre de réfugiés espagnols et surtout des éléments non susceptibles d'apporter à l'économie française le concours d'un travail utile est plus que jamais désirable. Pour obtenir ce retour massif des éléments improductifs, il ne faut plus hésiter à exercer une « persuasion pressante.»

Nous ne connaissons pas à l'heure actuelle, par quoi s'est traduit dans les faits cette « persuasion pressante », mais des témoignages de certains internés (dont celui-ci de Mariano Constante) laissent voir l'attitude plus qu'inquisitive de la part des autorités françaises pour forcer le retour : « une pression intolérable fut exercée par les autorités du camp pour nous faire retourner en Espagne [...] tout était bon pour nous faire prendre le chemin de la frontière. » (Dreyfus-Armand, 1999 : 73)

C'est ainsi que certains sont rentrés dès le 19 janvier 1939, méconnaissant la situation du pays et souhaitant sortir de l'enfer de l'internement. En effet, en Espagne le gouvernement franquiste avait pendant ce temps fait passer la célèbre *Loi de Responsabilité Civile*, qui servira pour emprisonner, fusiller et condamner une grande partie de ceux qui avaient soutenu le gouvernement républicain pendant la guerre. Cependant, le discours de la part du pouvoir franquiste laisse entendre que ces châtiments ne concerneront que ceux qui avaient participé dans des délits de sang.

Des rumeurs provenant de l'Espagne se répandent pourtant dans les camps, des membres de la famille avertissent les réfugiés de la politique de répression en cours dans leur pays natal, engendrant de nombreux refus de rapatriement. Afin de contrer ces informations, un message en espagnol du général Franco est lu plusieurs fois dans la journée, dans le but d'effacer l'image négative du régime et d'appeler les Espagnols au retour (Cubero, 2004 : 107):

Notre nation, poursuit le message, dirigée par le Glorieux Caudillo Franco, est ouverte à tous les Espagnols qui n'ont aucun crime à se reprocher. Des masses immenses, des millions d'hommes et de femmes qui n'avaient pas été soumis pendant des années à son autorité, sont retournés un jour à la vie commune et ont été reçus avec clémence et fraternité chrétienne. Il n'y a donc aucune raison pour qu'un accueil différent soit réservé à ceux de nos compatriotes auxquels le malheur ou l'erreur n'ont pas encore permis de regagner leur pays et pour lesquels le Généralissime ouvre les portes de l'Espagne en cette heure mémorable.

Dès le 20 février 1939, les relations diplomatiques entre la France et Franco s'institutionnalisent par les *Accords Bérard-Jordana*, où le retour des réfugiés sera l'un des principaux enjeux. Le gouvernement espagnol accepte d'« accueillir » les exilés, mais sous condition que la France rende tous les biens de la république espagnole qui avaient passé du côté français pendant la « *Retirada* ». Ces échanges poseront à certains moments des problèmes, spécialement concernant le rythme des rapatriements, qui deviennent de plus en plus forcés. Les franquistes se montrent assez méfiants envers ces gens « politiquement indésirables ».

A la fin de l'été 1939, les autorités françaises se disent que ceux qui ne sont pas déjà partis ne le feront jamais, car ils redoutent vraiment les représailles. C'est pour cette raison qu'on leur proposera d'autres solutions comme la réémigration, la recherche de travail en France ou l'engagement militaire.

Une nouvelle ré-émigration en dehors des frontières françaises ou comment trouver un travail à l'extérieur du camp

D'après les données officielles, près de 15.000 espagnols quittent le sol français pour partir vers d'autres destinations, notamment en Amérique Latine (le Mexique va recevoir la majeure partie de ces émigrants). Certains parlent de ce que nous pourrions appeler une « émigration sélective » car elle concernera des gens en relation avec le monde politique ou des intellectuels. Cependant ils ne sont pas les seuls à quitter le sol français vers une autre destination. Manuel Andújar, finit lui-même son premier ouvrage autobiographique, *Saint-Cyprien, plage...* par la narration de son départ pour le Mexique (Andújar, 2013 : 150):

Fouille des valises. Quelques pas de plus vers la chimère de la liberté, cap sur le Mexique. Maintenant nous pouvons bien lire les lettres chevillées à l'âme et au corps, de notre expérience ! Nous grimpons sur les camions.

L'arc... de triomphe se transforme en une tache de couleur, mais nous savons que la douleur et l'humiliation qu'il représente seront gage de fécondité.

De leur côté, ceux qui restent sont obligés de trouver un emploi pour éviter le refoulement. Il s'agit dans un premier temps de retrouver leurs familles et d'essayer ensuite de rentrer dans le système français avec un contrat de travail, ce qui n'est toujours pas facile dans une France à la veille de la guerre.

L'engagement militaire ou continuer à lutter pour la liberté

L'éclatement de la Seconde Guerre Mondiale suppose un autre changement pour les Espagnols toujours internés dans les camps. On force leur mobilité et, les priorités étant autres, leur sort et leur avenir sont plus que jamais incertains. Cependant, l'exécutif français se rend vite compte que cette main d'œuvre disponible pourrait sans doute être utile pour la machine de guerre alors en phase de formation à l'intérieur du pays. C'est ainsi que nous voyons naître lesdites « compagnies de travailleurs étrangers » dans le but de « transformer cette masse inorganisée et passive que constituent ces réfugiés en éléments utiles à la collectivité nationale » d'après les propos du Ministre de l'Intérieur (Dreyfus-Armand, 1999 : 105). Les chiffres officiels parlent de 55.000 personnes, engagées fondamentalement dans des travaux industriels et agricoles.

La situation des ex-combattants espagnols est particulièrement importante à préciser. Dès le début du conflit, nous pensons qu'au moins 20.000 ont commencé à travailler dans l'industrie de guerre, en même temps que d'autres décidaient de reprendre l'activité militaire par leur engagement dans la Légion ou au RMVE (Régiment de marche de volontaires étrangers). Nous voyons comment des miliciens qui ont lutté pendant quatre ans en Espagne, ayant vu leur pays succomber sous les forces fascistes, se laissent à nouveau guider par leurs idéaux de liberté et reprennent la lutte. Dans l'esprit de ces vaillants soldats, battre le nazisme, représentait l'espoir de combattre après l'extrême droite espagnole, avec l'aide de la France. Fiers d'avoir atteint le premier des objectifs, ils seront touchés à nouveau par la déception quand le conflit fini et que Franco ne voit même pas contesté son pouvoir par les armées internationales. Ils devront attendre la mort du dictateur 36 ans plus tard pour voir arriver une récompense qui semblera déjà insuffisante puisque tardive.

Les camps se vident ainsi peu à peu, les réfugiés espagnols abandonnent les barbelés pour tente de recommencer une nouvelle vie loin de ces plages du mépris. A la fin 1940, il n'y aura que 3.000 personnes internées, celles considérées comme « inaptes à tout travail », qui seront relogées ailleurs. C'est ici que fini une longue période de privation de liberté physique et psychologique, qui ouvrira la porte à une autre étape non moins dure parce que pleine d'incertitudes : *Que faire ? Où aller ? Comment recommencer à zéro dans ce pays qui leur avait réservé pour accueil des barbelés ?* Les réponses ne peuvent être qu'individuelles, le tout compose le grand tableau d'un peuple contraint à quitter sa terre, une nouvelle fois, à cause de la guerre.

CONCLUSION

Ce que nous venons de vous présenter constitue sans doute une réalité historique très complexe. Existerait-il quelque chose de plus complexe que l'être humain ?

Clôturer notre intervention sur de grandes conclusions pourrait nous mener, même inconsciemment, à des réflexions peut-être réductrices. Il est certain que beaucoup d'erreurs et d'injustices ont été commises. Analyser le pourquoi, le comment, les conséquences ne serait utile que si nous apprenons du passé pour ne pas faire les mêmes erreurs dans l'avenir.

En tant qu'espagnole, je suis fière aujourd'hui de pouvoir rendre à ces compatriotes la place qu'ils méritent dans l'Histoire, mais je suis sûre que la meilleure reconnaissance qu'on puisse leur faire c'est de ne plus agir comme on a fait avec eux. Malheureusement le présent nous redonne une nouvelle chance, il ne faut pas décevoir à nouveau l'humanité.

Avant de finir, je voudrais dédier mon intervention à deux des personnes les plus importantes, non seulement de ma formation académique, mais aussi de mon expérience personnelle. La première, M^a Claire Romero, qui n'est plus de ce monde. Professeur à l'Université de Grenade a su transmettre à nous, ses étudiants, le besoin de travailler la mémoire collective. Si je suis ici aujourd'hui c'est grâce à elle, c'est un hommage que j'ai voulu lui faire. La deuxième, Ilda Tomas, que je ne peux définir que comme mon amie. Nous partageons notre grande passion à toutes les deux, la littérature, mais beaucoup plus que cela. Merci de toujours me soutenir, d'avoir confiance en moi.

Je vous remercie de votre attention.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDÚJAR, M. (2003). *Saint-Cyprien, plage...* Clermont- Ferrand : Presses Universitaires Blaise Pascal.
- BEAURAIN, N. (1987). Le « creuset » français ou le mythe de l'intégration douce : les Républicains espagnols. *L'Homme et la société*, n° 83, pp. 78-91.
- CUBERO, J. (2004). *Les Républicains espagnols*. Pau : Éditions Cairn.
- DREYFUS-ARMAND, G. (1996). L'accueil des républicains espagnols en France : entre exclusion et utilisation, 1936-1940. *Matériaux pour l'Histoire de notre temps*, n° 44, pp. 36-41.
- DREYFUS-ARMAND, G. (1999). *L'exil des républicains espagnols en France : de la Guerre civile à la mort de Franco*. Paris : A. Michel.
- MARIN, P. (2008). *Exilés espagnols, la mémoire à vif*. Portet-sur-Garonne : Loubatières.
- PONS, F. (1993). *Barbelés à Argelès et autour d'autres camps*. Paris : Éd. l'Harmattan
- SIMON POROLLI, P. (2011). *Por los caminos de la palabra. Exilio republicano español y campos de concentración franceses: una historia del testimonio* [thèse doctorat]. Université Autonome de Barcelone, Espagne.